



Les travailleurs pauvres

Par Jacques Guyard, ancien ministre (25/1/2011)

Des travailleurs pauvres, c'est-à-dire des femmes et des hommes qui travaillent normalement et qui n'ont pas de quoi payer les dépenses incontournables de la vie, la France en a connu beaucoup dans son histoire, et dans des conditions bien plus dures qu'aujourd'hui jusque dans les années 1950. Mais, à partir de 1945, cette pauvreté, que j'ai vécue enfant, se supportait bien mieux qu'actuellement. Parce que d'abord on n'avait pas connu mieux avant, parce que le modèle de consommation, différent, soulignait moins les écarts, parce que la géographie des villes séparait moins les différentes couches sociales en quartiers fermés les uns aux autres, et surtout parce que nous avons le sentiment d'aller dans le bon sens et que tout le monde profitait de la croissance. De 1945 à 1975, le pouvoir d'achat des classes populaires a triplé !

Depuis plus de 20 ans, ce sentiment de progrès partagé fait place à la peur du déclassement pour les salariés moyens et supérieurs, à l'inquiétude pour le sort futur des jeunes, et à la mise à l'écart de la vie sociale de près d'un quart des travailleurs, les plus pauvres, qui végètent avec un salaire inférieur ou égal au SMIC.

Pourtant, pour exister et se reconnaître elle-même, toute société a besoin de valeurs et d'objectifs partagés : ce furent la foi et le Roi sous l'ancien régime à son apogée, la Nation et l'égalité juridique de 1789 à 1939, la perspective d'une prospérité partagée malgré les inégalités à partir de 1945. Cette perspective s'appuyait sur les institutions proposées par le Conseil national de la résistance : sécurité sociale, impôt progressif (la tranche supérieure était de 65% en 1950 !), bourses pour les études, multiplication des HLM, tarifs sociaux dans les cantines, crèches, colonies de vacances, appui aux associations d'éducation populaire... . L'Etat, quelque soient les majorités, jouait le jeu pour resserrer par les deux bouts l'échelle des revenus et celle des savoirs. Et ceci valait dans toute l'Europe de l'Ouest. La République, devenue la République sociale, construisait dans un large consensus l'amélioration matérielle et morale de l'humanité.

A partir de 1950 en France, l'outil principal de cette action est le SMIG, devenu SMIC. Il fixe un salaire minimum, indexé aujourd'hui sur l'inflation et 50% de la hausse moyenne du pouvoir d'achat de l'ensemble des salaires. A cette garantie d'indexation sur le coût de la vie, les gouvernements successifs, toujours dans le souci de réduire les inégalités, ont ajouté ce qu'on appelle les « coups de pouce », c'est-à-dire une augmentation supplémentaire. Le consensus politique pour cette démarche volontariste a duré jusqu'à la fin des années 90 : Chirac à peine élu président en 1995 augmente le SMIC de 4%, puis de 2,5% en 1996, soit un gain de 3% de pouvoir d'achat. Jospin récidive en 97 et 98 (+6% en tout, soit + 3% de pouvoir d'achat à nouveau). Grâce à cela, le bas de l'échelle des salaires évolue effectivement à peu près aussi vite que la moitié supérieure jusqu'en 1998. Ensuite la priorité change. Le passage

aux 35 heures, pour créer des emplois, fait passer au second plan le pouvoir d'achat des plus modestes, qui stagne jusqu'en 2005.

Depuis 2005, nous sommes dans une nouvelle politique, revendiquée par le président de la République, qui pense qu'une revalorisation du SMIC « pénalise 90% des salariés français » en diminuant la compétitivité de nos produits. Le problème est réel. Notons seulement qu'il s'accompagne de l'exigence généralisée des financiers d'un retour sur investissement « à deux chiffres », autour de 15%, alors que les investisseurs des années 1950-1960 se contentaient d'un rendement de 5 à 10% ! Les entreprises sont dispensées de tout effort salarial ; l'Etat se substitue à elles pour éviter un appauvrissement excessif des salariés modestes. C'est la prime pour l'emploi, puis le RSA, dont l'effet pervers est d'encourager les employeurs à baisser les salaires et à multiplier les temps partiels, plus souples à gérer.

Au 1^{er} janvier 2011, le SMIC atteint 1365€ brut, soit 1073€ net. En moyenne statistique, l'écart de pouvoir d'achat entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres n'a pas changé depuis 20 ans, dit l'INSEE, et ce grâce aux compléments de revenus donnés par l'Etat.

Mais tous les raisonnements fondés sur les moyennes sont faux, surtout en période de crise où tout bouge vite. Avec 1073€ en région parisienne, où le moindre studio vaut 700€ par mois, il ne reste pas à un smicard de quoi manger, se soigner et s'habiller. A moins de 1500€, si l'on n'est pas logé par la famille, on y est un travailleur pauvre, souvent réduit aux restos du cœur en fin de mois. Et à moins de 1500€, le quart des salariés franciliens est concerné !

Selon l'INSEE, en 2008, donc juste avant la crise, 2.700.000 actifs (ou retraités) gagnaient moins de 60% du SMIC, soit moins de 640€ nets. Et 2.500.000 autres gagnaient entre 640 et 1073€. Ceux-là sont sans conteste des travailleurs pauvres. Avec leurs familles, ils représentent 20% de la population française. Beaucoup sont victimes du temps partiel subi, et beaucoup sont des femmes, dont 39% des femmes chefs de famille monoparentale.

Je précise que je ne parle pas là des SDF, des marginaux et sans papiers voués au travail au noir. L'INSEE s'appuie uniquement sur les revenus salariaux et sociaux.

Focaliser uniquement sur les SDF comme le font la presse et quelques associations caritatives me paraît passer à côté du problème le plus lourd, celui des **20% de travailleurs enfoncés dans la pauvreté**, coupés de tout, syndicats (où ils adhèrent peu, sauf dans quelques secteurs, comme la grande distribution, car la plupart sont dans de petites entreprises ou chez des employeurs individuels), partis politiques, qui se disputent le marché décisif des salariés moyens et supérieurs en oubliant ces 5 millions de pauvres auxquels ils ne savent que proposer et qui votent peu, activités de loisirs et de culture devenues payantes et qu'ils ne peuvent s'offrir, médias, presse télé ou cinéma qui les ignorent. Cette invisibilité sociale risque pourtant d'en faire la proie de tous les extrémismes religieux ou politiques, comme on le voit déjà poindre dans les quartiers en difficulté où ils se concentrent du fait de la fuite de ceux qui ont les moyens d'en sortir.

Ainsi, depuis 20 ans s'inverse un immense mouvement de progrès social généralisé qui aura traversé le XXe siècle presque entier. Plus du cinquième de nos concitoyens, avec une prédilection pour les femmes et les jeunes, devient de plus en plus pauvre, de plus en plus

privé d'espoir de promotion sociale, de plus en plus invisible socialement, ignoré ou presque des grandes structures de défense collective, privé du soutien moral qu'apportaient naguère les grandes superstructures idéologiques, la patrie (et son service militaire), la classe ouvrière et sa fierté collective. Ne leur reste que le quartier, la communauté d'origine ou de religion et trop souvent le racisme à rebours pour compenser celui que la société de la réussite leur manifeste. En 2002, le Pen a fait beaucoup plus de voix que Jospin en milieu ouvrier.

Pour nous, foncièrement attachés à la République et à la fraternité, ce rejet massif est insupportable. La fraternité est vide de sens quand les conditions concrètes de vie divergent aussi profondément. La montée de la peur chez les salariés moyens de basculer chez les pauvres, et celle de la jalousie des pauvres pour ces salariés moyens qui les fuient est lourde de dangers. La frange des très riches et les extrémismes en font leur miel. Il nous revient de poser ce problème, car on ne répond qu'aux questions qui sont posées.

A nous, de dénoncer l'impuissance générale face au capital mondialisé et à la dictature de l'actionnaire, non pas pour faire une révolution brutale pire que le mal actuel, mais pour rappeler que les outils du progrès partagé des trente glorieuses gardent leur pertinence : la sécurité sociale est moderne, l'impôt progressif et la taxation des droits de succession sont modernes, le SMIC est moderne, le contrôle de la spéculation foncière est moderne, l'école pour tous est moderne, même si le contexte de l'économie mondialisée oblige à revoir dans tous les cas les méthodes. Leurs objectifs sont plus justes que jamais. Sans eux disparaît le minimum de solidarité qu'exige le fonctionnement de la démocratie.